

GT OCS n°3

Rencontre du 18/10/2017 à Dijon

Relevé de décisions

GTOCS_201810148

Bilan à l'issue des deux premières réunions du GT OCS (Bruno Lazzarini, diaporama joint : seules les réactions sont ici reprises)

La première orientation (construire un cadre méthodologique commun) a été redéfinie suite à l'expression d'attentes différentes selon les typologies de participants. Un nouvel objectif est défini, celui d'établir un MOS à l'échelle régionale, qui a fait consensus parmi les participants. Le travail s'est ensuite poursuivi dans un groupe de travail restreint créé pour l'occasion, qui s'est réuni deux fois et soumet aujourd'hui ses conclusions.

Réactions : l'enjeu d'un MOS en lien avec le SRADDET : l'enjeu est fort en effet côté régional, de posséder une couche régionale homogène pour pouvoir se fixer des objectifs de consommation dans le cadre du SRADDET. Ce constat s'appuie également sur le séminaire de lancement qui a été le point de départ du ROCER.

Analyse AFOM des différents types de MOS régionaux (Sophie Mollard, Yoann Dumon, diaporama joint : seules les réactions sont ici reprises)

- MOS Thema : l'une des limites de ce modèle est la méthode automatique qui peut multiplier les biais ; cependant, ce sont plus les données en entrée que le mode de calcul en lui-même qui posent problème. Damien Roy précise que la couverture est certes partielle mais s'élève à 95 % du territoire régional. Cependant, sur les 5 % restants, plus de la moitié des lacunes est en zone péri-urbaine, qui nous intéresse au premier chef dans le cadre du ROCER et de la consommation des espaces : c'est en ce sens qu'il ne répond pas réellement au besoin, d'autant qu'on ne peut le faire vivre / évoluer.

Le script de ce MOS est disponible gratuitement en ligne sur la plateforme GITHUB (chercher à MOSA – Thema).

- MOS cadastre : la limite de cette méthode est dans la possibilité de plusieurs occupations possibles d'une même parcelle (lié aux subdivisions fiscales).
- Nomenclature CLC : limite importante d'une seule dimension, ne faisant donc pas la distinction systématique entre usage et occupation du sol. Elle est utilisée par l'Alsace et le Parc des Ballons des Vosges. Échanges sur les possibilités de comparaison avec d'autres territoires (SCoT) ou régions (EPCI à cheval sur 2 régions) : ce n'est pas tant la nomenclature qui importe que le choix de l'UMC dans cette optique ;
- MOS OCSOL GE : pour la mise à jour du MOS, l'IGN annonce un second millésime à 50 % du prix du premier. Des commentaires sont faits sur le niveau de précision de la nomenclature, qui ne satisfait pas certains utilisateurs potentiels (parcs) par rapport à ce qu'offre CLC. Au niveau de l'usage, la classe 235 pose problème (fourre-tout,

limitée au niveau qualitatif : on ne peut pas qualifier l'habitat). Des précisions sont possibles avec l'IGN mais le coût n'est plus le même.

BILAN :

des éléments de contexte décisifs sont à prendre en compte : nous ne disposons pas au niveau régional (et dans les territoires) de moyens d'ingénierie ni de moyens financiers importants. L'IGN propose un produit abouti, éventuellement finançable *via* des crédits européens, avec un cahier des charges existant, des groupes de travail qui visent à améliorer le produit et se posent les mêmes questions que nous, ainsi que des utilisateurs ayant déjà commencé à expérimenter le produit et fait des retours et apports. Partir de cette solution en relevant ses limites et ses nécessités d'approfondissement pour la BFC semble plus simple que de partir d'une feuille blanche.

Par ailleurs, en dehors de cette solution il existe des outils à une échelle plus fine, permettant de faire des analyses plus précises si besoin (exemple du RPG).

Il n'y a d'autre part pas de produit miracle qui réponde d'emblée aux besoins de tous les territoires (quoi qu'il arrive et quel que soit le produit choisi, des adaptations seront nécessaires) ; l'OCSOL semble convenir à 90 % des besoins régionaux, il s'agit à présent d'identifier les compléments indispensables à y apporter pour satisfaire les remontées locales. Le délai de mise en œuvre est également raisonnable pour un produit « fini », ce qui correspond également aux attentes de certains territoires. Enfin, il est également précisé que l'IGN semble être passé d'une logique de « produit fini » à une logique de travail partenarial avec ses clients, plus ouverte sur l'évolution de son modèle et l'adaptation de son produit.

=> finalement, il est donc proposé d'aller plus loin dans la formalisation des besoins sur la base de la nomenclature OCSOL GE, de travailler à partir de ce squelette existant et de provoquer le débat avec l'IGN lors de la prochaine réunion (décembre) pour voir les réponses qu'il sera en mesure d'apporter.

Présentation de la nomenclature OCSOL GE (Yoann Dumon)

La nomenclature est projetée (logique d'emboîtement qui devra permettre de descendre plus précisément selon les besoins exprimés). Les limites de l'usage 235 ainsi que de l'US 1.1 sont à nouveau évoquées.

Rq : le RPG est pris en compte par l'IGN en donnée exogène.

=> chacun est amené à compléter sur ce squelette de nomenclature les besoins spécifiques à sa structure. Ce travail sera compilé (S. Mollard, Y. Dumon) puis complété par chacun suite à une diffusion mail avec le compte-rendu ; cela permettra d'en faire une transmission à l'IGN et de discuter sur cette base lors du prochain GT OCS de décembre (invitation de l'IGN prévue).

Conclusions, prochaines échéances, perspectives

- il est demandé à chacun de prendre connaissance des spécifications techniques de l'OCSOL GE, en particulier de sa nomenclature, pour relever les besoins complémentaires à y apporter.
- Ces besoins devront venir compléter ceux qui seront relevés et synthétisés par Sophie Mollard et Yoann Dumon après la séance d'aujourd'hui. Ils seront alors transmis à l'IGN.
- L'IGN sera invité lors de la prochaine réunion de décembre, ainsi que Clara Levêque (Labo OCS), ce qui permettra d'avoir un retour d'utilisateurs sur la manière dont sont intégrées les demandes d'évolution du modèle.
- Il est rappelé l'importance de ne pas laisser échapper à ce stade d'enjeux majeurs pour les territoires, et à ce titre d'intégrer tous les acteurs ayant leur mot à dire sur le sujet : chambres consulaires (chambre d'agri : Jean-Luc Lnard), risques naturels, agence régionale de la biodiversité, observatoire régional de l'Université,... Il est par ailleurs rappelé qu'en Adèche les ScoTs ont été partie prenante de la construction du MOS et qu'un retour de la part de la DDT pourrait être bienvenu en décembre.

Enfin, le prochain GT (n°4 donc) aura lieu le **18 décembre** prochain à la **DREAL, à Dijon (salle Colette)**